

Bulletin d'histoire politique

Le goût de l'histoire politique : les « Colloques de l'UQAM sur les leaders politiques du Québec contemporain » (1987-2002)

Claude Corbo



Volume 15, numéro 1, automne 2006

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1056101ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1056101ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique
Lux Éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Corbo, C. (2006). Le goût de l'histoire politique : les « Colloques de l'UQAM sur les leaders politiques du Québec contemporain » (1987-2002). *Bulletin d'histoire politique*, 15(1), 263–276. <https://doi.org/10.7202/1056101ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2006

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Le goût de l'histoire politique : les « Colloques de l'UQAM sur les leaders politiques du Québec contemporain » (1987-2002)

CLAUDE CORBO
Professeur
Université du Québec à Montréal

Le printemps 2007 marquera le vingtième anniversaire du premier d'une série de colloques de l'Université du Québec à Montréal sur les « leaders politiques du Québec contemporain ». Entre 1987 et 2002, l'UQAM, grâce à l'engagement de ses départements d'Histoire et de Science politique en particulier et, aussi, grâce au travail de certains professeurs, aura organisé quatorze colloques traitant de personnages politiques, d'institutions, de groupes sociaux, dont l'action, individuelle ou collective, aura décisivement marqué l'histoire politique, mais aussi sociale, économique et culturelle du Québec durant la deuxième moitié du xx^e siècle. Ces colloques ont exprimé un goût pour l'histoire politique, un désir de reconsidérer le passé récent du Québec, un souci de mieux apprécier des contributions de personnages ou d'institutions marquantes dans l'avènement de la Révolution tranquille et de la société québécoise actuelle.

Ayant été impliqué dans cette entreprise, il m'est apparu utile d'en marquer le vingtième anniversaire, d'en examiner les origines et le déploiement et d'en tenter un bilan provisoire.

ORIGINES

Il me faut d'abord dire, en toute simplicité, que j'ai eu l'idée de ces colloques à l'UQAM et que j'ai pris les moyens de les faire advenir.

Le 5 février 1985 décédait Georges-Émile Lapalme, chef du Parti libéral du Québec de 1950 à 1958, chef de l'Opposition à l'Assemblée législative

du Québec de 1953 à 1960, ministre dans le gouvernement de Jean Lesage de 1960 à 1964 et créateur du ministère des Affaires culturelles en 1961. Son décès le sortit de l'obscurité de la retraite et donna lieu à de nombreuses réactions. On rappela sa résistance courageuse et opiniâtre au régime de Duplessis, son intégrité personnelle farouche, l'ampleur de sa pensée politique, son rôle dans la démocratisation du Parti libéral du Québec, son intérêt confirmé pour les arts et la culture et son initiative de créer un ministère des Affaires culturelles, son amitié exceptionnelle avec André Malraux, ses mémoires de grande qualité littéraire, sa contribution majeure et décisive dans la préparation du programme politique de son parti aux élections du 22 juin 1960, etc. Surtout, on le salua comme le « père de la Révolution tranquille des années 1960 » (tant il est vrai que la victoire écope d'une multiple paternité). Lui qui avait quitté son poste de ministre en septembre 1964 et qui ne cachait pas l'amertume et le dépit que lui avait inspiré sa carrière politique, aurait sans doute écouté avec un sourire sarcastique les témoignages publics élogieux suscités par son décès.

J'admirais George-Émile Lapalme. Au seuil de l'adolescence, je l'avais rencontré dans la maison de mes parents, dont il fut un habitué tout au long des deux décennies séparant sa retraite politique de son décès. Sa figure sévère, mitigée par l'ironie et la pratique d'un humour souvent incisif, m'impressionnait et m'attirait à la fois. Dans les jours qui suivirent le décès de Lapalme, j'acquis la conviction qu'il fallait trouver le moyen de faire connaître, comprendre et apprécier le rôle important qu'il avait joué dans le développement du Québec contemporain. Mais comment ? Je me mis à la recherche d'une réponse à la question.

À peu près au même moment, le hasard voulut que j'apprenne la tenue, à l'Université Hofstra (New York), de colloques annuels consacrés aux présidents américains de l'après-guerre. Un colloque consacré à Harry S. Truman, un autre à Eisenhower, avaient déjà eu lieu et un troisième se préparait sur J. F. Kennedy. Sans originalité, je conclus que la formule répondait aux questions que je me posais depuis le décès de Lapalme. L'UQAM pouvait reprendre la formule et organiser des colloques annuels consacrés aux leaders politiques du Québec contemporain. Georges-Émile Lapalme pouvait naturellement figurer dans la liste. Certains caractéristiques des colloques de l'Université Hofstra me parurent directement transposables : par exemple, accueillir au colloque non seulement des communications de chercheurs universitaires, mais aussi les témoignages des contemporains du leader étudié (associés politiques, adversaires, adjoints et collaborateurs, etc.) ; ouvrir les colloques au grand public et aux médias, en plus des spécialistes et des étudiants ; constituer un comité d'honneur de personnes ayant connu le leader.

Rapidement, je rédigeai un bref document décrivant la raison d'être, les objectifs, le format général, le cadre d'analyse, les caractéristiques d'ouverture et d'implication des témoins des colloques. J'eus alors le sentiment d'avoir bien adapté une formule étrangère éprouvée aux besoins de notre propre milieu. Mais une difficulté majeure subsistait.

Au printemps 1985, j'occupais le poste de vice-recteur à l'enseignement et à la recherche de l'UQAM. Cette fonction ne m'interdisait certes pas d'imaginer une série de colloques. Cependant, il me fallait impliquer dans le projet des membres du corps professoral et des départements universitaires, tels ceux d'Histoire et de Science politique. Il me fallait obtenir non seulement l'accord, mais l'engagement actif de ces départements pour en assurer la valeur scientifique, d'abord, et aussi pour des raisons pratiques d'organisation. Il m'était par ailleurs difficile d'apprécier dans quelle mesure le projet de colloques annuels traitant de leaders politiques pouvait intéresser les historiens et les politologues.

Des échanges privés avec certains collègues, dont l'historien Jean-Claude Robert et le politologue André Bernard, me donnèrent à penser que le projet inspiré par l'expérience de l'université Hofstra pouvait être agréé par leurs départements respectifs. En effet, à la fin de mai 1985, chaque département m'avait confirmé son intérêt en déléguant des collègues pour mettre au point le projet. Cela requit un peu de travail, tout comme l'idée de faire commencer la série par un colloque sur Georges-Émile Lapalme¹. En janvier 1986, l'UQAM publia un dépliant annonçant la tenue des quatre premiers colloques à compter de 1987 en identifiant les leaders étudiés (voir le tableau-synthèse en annexe).

CONCEPT GÉNÉRAL ET ORGANISATION DES COLLOQUES

Le dépliant de 1986 précisait les modalités d'organisation auxquelles les colloques successifs ont été très fidèles. Certaines idées maîtresses du projet nécessitent d'être rappelées².

La raison d'être des colloques était de « procurer un éclairage nouveau sur le Québec contemporain et ainsi compléter utilement d'autres types d'analyse scientifique », car « la compréhension du devenir des sociétés, si elle doit se fonder sur une analyse des grandes forces économiques, sociales et culturelles en interaction, ne peut négliger l'action historique de personnalités politiques de première importance ». Ces précisions visaient à légitimer scientifiquement la démarche des colloques dans un contexte conceptuel où ni l'histoire ni la science politique comme disciplines universitaires ne privilégiaient particulièrement ni l'histoire politique comme telle, ni l'analyse de

l'action individuelle, mais pratiquaient surtout l'examen des grands facteurs économiques, sociaux et culturels. En outre, sans doute pour prévenir des dérives peu souhaitables et peu légitimes (vers l'hagiographie aux relents de « culte de la personnalité » ou encore vers l'anecdotisme sentimental) et aussi pour « assurer [...] une cohérence générale des colloques successifs et faciliter une grande rigueur méthodologique », les colloques devaient s'assujettir à un cadre d'analyse comportant dix thèmes ou balises régulateurs ainsi décrits dans la brochure de janvier 1986 :

1. L'environnement social : le milieu, les forces sociales en présence, la dynamique économique, les courants d'idées, les influences externes ;
2. Le cadre politique : les partis, l'état des institutions ;
3. L'éducation et la formation politique du leader : ses expériences politiques décisives, la situation du Québec au cours de sa formation politique ;
4. Les idées politiques : les conceptions profondes et les attitudes face aux problèmes du moment, chez le leader et dans son milieu ;
5. Le leader, son parti politique, les autres partis et les forces sociales en présence ;
6. Les grands dossiers et les principales réalisations politiques (législatives, administratives, financières) ;
7. Le leader et la place du Québec au Canada et dans le monde ;
8. Le leader et la crise majeure de son temps ;
9. Le leader et son image dans la collectivité et les médias ;
10. Le style et la pratique politiques du leader.

Une autre caractéristique essentielle des colloques, également inspirée de l'expérience de l'université Hofstra, était la méthode de la « double contribution ». Outre les communications attendues des chercheurs universitaires s'intéressant directement ou indirectement aux leaders étudiés, les colloques ont voulu obtenir la contribution des « témoins de l'époque, des associés ou des adversaires politiques du leader, ses adjoints ou ses collègues ». De fait, tous les colloques ont été construits sur la base de cette double contribution, de chercheurs et de témoins. Pour bien confirmer l'importance de la participation des témoins, chaque colloque a été l'occasion de mettre en place, outre un comité organisateur, un « comité de parrainage » auxquels furent invités un nombre important de ces témoins dont plusieurs ont facilité et enrichi de leurs conseils la préparation du programme des colloques successifs.

Sur ces bases méthodologiques, des objectifs pédagogiques, culturels et sociaux furent assignés dès le départ aux colloques.

OBJECTIFS RECHERCHÉS

Par ces colloques sur les leaders politiques du Québec contemporain, l'Université du Québec à Montréal poursuit un triple objectif :

1. permettre aux universitaires de faire mieux connaître leurs travaux sur le Québec contemporain à un public élargi ;
2. accroître dans le grand public la connaissance et la compréhension du devenir du Québec contemporain ;
3. encourager les débats et la réflexion sur l'avenir de la société québécoise, à la lumière d'une réévaluation de son évolution des récentes décennies, telle que marquée en particulier par l'action de certains leaders politiques.

Ces colloques, qui feront appel à des universitaires de divers établissements et d'horizons disciplinaires variés, s'inscrivent donc dans la volonté de l'UQAM de rendre accessibles les connaissances et de participer à la réflexion sur le devenir de la société québécoise.

Telles étant les ambitions d'origine, comment les colloques se sont-ils réalisés ?

RÉALISATION DES COLLOQUES

On peut distinguer deux périodes dans la réalisation des quatorze colloques tenus à ce jour, lesquels ont bénéficié, de façon générale, d'une très bonne participation tant de la part des universitaires et des témoins invités à intervenir, que de la part des publics visés.

La première période correspond aux années 1987 à 1992. Six colloques, conformément au modèle initialement conçu, sont réalisés, année après année, et portent successivement sur Georges-Émile Lapalme (1987), Jean Lesage (1988), André Laurendeau (1989) et Daniel Johnson (1990), colloques déjà annoncés en 1986, auxquels s'ajouteront Thérèse Casgrain (1991) et René Lévesque (1992) (lequel avait lui-même participé, quelques mois avant son décès, à la séance de clôture du colloque sur Lapalme, le 3 mai 1987). Les colloques deviennent en quelque sorte un rendez-vous annuel attendu d'un public varié et bénéficiant d'une couverture croissante des médias. La succession annuelle des six premiers colloques et leur succès justifient les organisateurs de penser que la démarche est bien fondée, scientifiquement légitime, pédagogiquement et culturellement utile et appréciée.

Pourtant, une difficulté imprévue surgit en 1993 qui interrompt la série annuelle et vient modifier, pour la suite des choses, le déroulement des colloques ultérieurs. En décidant d'ajouter les colloques sur Thérèse Casgrain et

René Lévesque, le comité organisateur prévoit aussi, pour 1993, un colloque sur Jean Marchand (ce que confirme un dépliant publié en 1990 pour annoncer la nouvelle série). Or le colloque sur Jean Marchand n'a finalement pas lieu. Essoufflement de l'organisation? En réalité, les premiers travaux de préparation de ce colloque mettent en lumière une difficulté. On sait que, après une première carrière de syndicaliste à la Confédération des travailleurs catholiques du Canada, devenue Confédération des syndicats nationaux, Marchand s'est engagé sur la scène politique fédérale. D'abord membre de la Commission sur le bilinguisme et le biculturalisme, il adhère au Parti Libéral du Canada et est élu député en 1965 (avec Pierre-Elliott Trudeau et Gérard Pelletier, formant le trio dit des « trois colombes »). Sa carrière de ministre fédéral lui vaut des oppositions et des inimitiés féroces au Québec. La préparation du colloque sur Marchand se heurte rapidement à la constatation que de nombreux témoins de la période syndicale de Marchand refusent de participer à un éventuel colloque. Cet état de choses met en cause un principe-clé de la méthodologie des colloques, soit la participation de témoins. La décision est finalement prise de renoncer au projet de colloque sur Marchand.

Le hiatus de 1993 inaugure une deuxième période dans l'histoire des colloques. La réflexion sur l'expérience des six premiers colloques amène à une double conclusion. D'une part, les organisateurs identifient divers personnages qui mériteraient un colloque. Cependant, retraités de la politique souvent depuis plusieurs années, ces personnages sont toujours vivants; il apparaît inconvenant de leur consacrer un colloque sans un minimum de recul. D'autre part, une idée fait progressivement son chemin chez les universitaires impliqués par les colloques, idée nourrie aussi par des remarques d'observateurs extérieurs. En effet, si des personnes individuelles ont indéniablement joué un rôle déterminant dans l'évolution du Québec, des institutions ont aussi fait preuve de leadership dans la transformation de la société québécoise. La décision est prise de tenir une nouvelle série de colloques consacrés, cette fois, à des institutions. Le 24 novembre 1993, l'Université du Québec à Montréal annonce la tenue de trois nouveaux colloques consacrés successivement à l'entreprise Hydro-Québec en 1994 (année de son cinquantième anniversaire), au journal *Le Devoir* en 1995 (85^e anniversaire) et au Mouvement des Caisses populaires Desjardins en 1996³. Un feuillet d'information⁴ décrit la nouvelle série de colloques. Certains ajustements sont apportés à la formule des colloques.

Ainsi, on annonce trois colloques sur les « leaders du Québec contemporain », tout en supprimant l'épithète de « politiques » accolée à la première série de leaders étudiés. Surtout, l'UQAM précise le bien fondé du projet modifié.

POURQUOI ÉLARGIR LA FORMULE DES COLLOQUES ANNUELS

La notion de « leadership » est ainsi élargie pour englober des institutions de divers types, comme on le verra par la suite. Mais, la décision de consacrer des colloques à des institutions plutôt qu'à des personnages politiques, ne modifie pas d'autres éléments conceptuels et organisationnels inhérents à la première série de colloques : il y a toujours le principe de la double contribution d'universitaires et de témoins ; les objectifs et les publics visés sont les mêmes ; et il y a encore un cadre d'analyse commun. Celui-ci reprend en substance, mais en les adaptant à l'examen d'institutions, les éléments du cadre établi en 1986¹.

En choisissant de traiter d'institutions, les colloques s'exposaient à des exigences supplémentaires et à de possibles difficultés. En effet, à la différence des leaders politiques individuels, les institutions sont bien vivantes et activement engagées dans la vie de la société québécoise. Il sera donc plus complexe de les amener à accepter de se soumettre au regard inquisiteur et critique des chercheurs universitaires, comme il est plus délicat de les associer à la préparation du programme et au choix des intervenants tout en préservant l'autonomie scientifique du projet. Mais le défi d'examiner des institutions importantes pour le devenir du Québec valait bien que l'on coure des risques.

La deuxième période des colloques a ainsi permis d'examiner deux grandes entreprises québécoises, un quotidien influent, mais aussi la Communauté urbaine de Montréal (1999) et deux centrales syndicales, la CSN en 1997 et la FTQ en 2001. Le tour d'horizon a donc été ample et éclairant et la formule des colloques s'est bien adaptée à l'examen de leaders institutionnels. Cette deuxième période s'est arrêtée par un retour aux sources en 2002, avec un colloque sur Robert Bourassa le quel, il convient de le signaler, fut le résultat d'un partenariat entre l'UQAM et l'Université Concordia.

UN ESSAI DE BILAN

Je prends la liberté de tenter un premier essai de bilan des quatorze colloques. Pour ma part, j'identifie au moins six acquis à inscrire à ce bilan.

1. Une contribution pédagogique utile et élargie.

Les colloques ont été l'occasion, pour les étudiants et les étudiantes qui les ont fréquentés en nombre croissant, de mieux s'approprier un passé encore tout chaud, un passé qu'ils n'eurent pas l'occasion de vivre personnellement mais qui a formé la société où ils évoluent. J'avoue avoir

été très touché non seulement des témoignages d'intérêt souvent enthousiastes que m'ont livré plusieurs étudiants, mais aussi simplement de les observer suivre avec une grande attention le déroulement des colloques successifs. De tels colloques ne remplaçaient évidemment pas l'enseignement formel. Mais, en quelques heures, ils permirent de saisir l'humeur et les lignes de force d'un passé qui influe encore sur les choses d'aujourd'hui. Je suis convaincu que les colloques ont donné à des étudiants et des étudiantes le goût d'en savoir beaucoup plus sur tel ou tel leader, telle ou telle action institutionnelle. Et encore, ces colloques ont pu faire mieux mesurer à de jeunes Québécois et Québécoises tous les efforts consentis par les générations précédentes pour moderniser et renforcer la société dont ils héritent. Convaincu de l'importance d'une culture historique minimale pour l'exercice d'une citoyenneté responsable et lucide, je crois que ces colloques ont soutenu un approfondissement de la connaissance de notre cheminement collectif. Et l'action pédagogique a rejoint aussi un public plus vaste que le seul corps étudiantin. L'enseignement d'une université peut et doit déborder de ses murs.

2. Une meilleure connaissance des courants d'idées du Québec.

Il me plaît encore de souligner comment la série des colloques aura permis de mieux connaître les principaux courants politiques et sociaux qui ont façonné le Québec de la deuxième moitié du ^{xx}e siècle : le libéralisme réformiste et modernisateur (Lapalme, Lesage et Bourassa), les diverses formes de nationalisme (Johnson, Laurendeau), le souverainisme (Lévesque), le socialisme démocratique (Casgrain, qui intéresse aussi le féminisme), le syndicalisme, le mouvement coopératif. Ces courants politiques ont affirmé leur identité et leur originalité les uns par rapport aux autres ; mais il s'y décèle aussi des parentés ou des proximités qui sont particulièrement intéressantes.

3. L'enrichissement de la connaissance par la contribution des témoins.

Par ailleurs, les colloques ont fait œuvre très utile en provoquant, en sauvegardant et en rendant accessibles les témoignages de personnes qui furent présentes auprès des leaders (individus et institutions) étudiés et qui purent apporter des informations nouvelles et un éclairage supplémentaire sur le passé récent du Québec. Il suffit de feuilleter les actes des colloques pour constater l'intérêt durable de ces témoignages qui, autrement, n'auraient peut-être pas trouvé à s'exprimer et à se préserver. Les historiens pourront profitablement les utiliser et ils demeureront disponibles. Cela résulte d'un des éléments essentiels

de la formule des colloques d'associer des acteurs et des témoins aux universitaires.

4. L'enrichissement du débat public.

Dans une société qui a connu de très profonds changements depuis un demi-siècle et où resurgissent des questions majeures qui ne trouvent pas facilement réponse – le rôle de l'État, le statut politique et constitutionnel du Québec, les projets de société, les modèles de développement possibles, etc. – les colloques ont fourni à répétition l'occasion de relire le présent et d'imaginer des avenir à partir d'une meilleure compréhension du passé récent, d'un passé dont les grands choix collectifs façonnent encore la société québécoise actuelle. Je suis personnellement très heureux que l'UQAM ait été un lieu propice à une telle contribution au débat public; cela s'inscrit dans une ambition ancienne de cet établissement d'être très près de la société.

5. L'enrichissement de la documentation disponible.

Chacun des quatorze colloques a donné lieu à la publication d'actes rassemblant l'ensemble des interventions tant des chercheurs que des témoins (voir tableau-synthèse), ce qui constitue un enrichissement de la documentation disponible sur l'évolution du Québec. Mais, au delà de ces actes, certains colloques ont favorisé la publication de documents jusqu'alors inédits et présentant un grand intérêt historique. Il s'agit, en particulier, d'un essai politique sur Georges-Émile Lapalme rédigé à l'été 1959, qui a servi de base au programme du Parti libéral du Québec aux élections de 1960 qui ont marqué le début de la Révolution tranquille (*Pour une politique*) et du journal tenu par André Laurendeau pendant sa co-présidence de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, de 1963 à 1968. À cela s'ajoutent des mémoires de maîtrise et des thèses de doctorat préparés par des étudiants et des étudiantes dont l'intérêt a été stimulé par l'un ou l'autres de ces colloques. Des documents audiovisuels ont aussi été réalisés.

6. Le goût de l'histoire et de l'analyse politiques.

Enfin, les colloques ont certainement stimulé le goût de l'histoire et de l'analyse politiques du Québec de la deuxième moitié du xx^e siècle. Les disciplines universitaires ne sont pas statiques. Leurs méthodologies respectives, les problèmes dont elles privilégient l'étude, varient dans le temps, ce qui est normal. Parfois, certains champs d'études connaissent une éclipse plus ou moins prolongée. Les colloques de

l'UQAM ont certainement attiré l'attention sur l'intérêt de l'histoire et de l'analyse politiques, ce qui a élargi et stimulé le développement des disciplines en cause.

Un tel bilan, me semble-t-il, est positif. Certes, la formule des colloques s'est attirée des critiques. Ainsi, a-t-on dit, les colloques auraient imposé une lecture incorrecte de l'histoire du Québec du xx^e siècle en noircissant indûment les décennies précédant 1960. La modernisation de la société québécoise serait bien plus un processus en longue période, résultant de l'action conjuguée de multiples facteurs (industrialisation, urbanisation, médias de masse, syndicalisme, etc.), les années 1960 n'en seraient qu'un épisode particulier et les « leaders » n'auraient fait que gérer plus efficacement l'inévitable. Ou encore, les colloques auraient été plus un hymne à la louange du « miracle » de la « Révolution tranquille », un chant de marche pour dissiper la morosité née de l'échec du OUI au référendum de 1980, de la crise économique des années 1980, et pour relancer l'esprit de réforme et la croyance en la capacité illimitée du Québec à progresser, bien plus qu'un travail rigoureux de recherche et de vulgarisation historiques. Pire encore, les colloques auraient été animés par un condamnable culte du « héros historique », puisque les colloques ont écarté l'examen de tout « antihéros » ou auraient, en fait, dessiné les « héros » sur une toile de fond portant la noire figure de l'« anti-héros » québécois archétypal, Maurice Lenoblet Duplessis. Une telle critique rappelle implicitement que le culte du « héros historique », s'il fut assez inoffensif chez l'un de ses premiers propagateurs, l'historien britannique Thomas Carlyle (1795-1881), a dérivé jusqu'aux sanglants « cultes de la personnalité » et aux horreurs du fascisme du xx^e siècle. Pour ma part, à l'examen des actes des divers colloques, j'observe que la critique n'a fait défaut à aucun de ces colloques. J'observe aussi que les sociétés ne progressent pas beaucoup quand l'amnésie les étreint, quand le cynisme seul les nourrit et quand tout leadership les déserte.

*
* *

Cela dit, faut-il souhaiter la tenue de nouveaux colloques ? Pour répondre à cette question, il est utile de rappeler quelques conditions qui ont pu contribuer au succès des colloques.

En premier lieu, le choix du sujet constitue un élément déterminant. Les colloques de l'UQAM ont choisi des personnages politiques et des institutions qui ont indéniablement marqué en profondeur le devenir du Québec ; ces choix successifs ont établi un standard d'intérêt qui devra être respecté

par d'éventuels futurs colloques. En second lieu, certains éléments de la formule sont aussi nécessaires : par exemple, le recours à des témoins et leur implication dans la conception du programme, notamment par un comité de parrainage. En troisième lieu, un engagement institutionnel est incontournable, à la fois pour assurer le concours des services administratifs impliqués par une activité de ce genre – depuis l'organisation des locaux jusqu'aux relations de presse et aux communications (je salue au passage l'efficace contribution de Francine Jacques du Service d'information de l'UQAM) – et pour procurer des moyens financiers garantissant l'indépendance scientifique du programme du colloque.

Finalement, le succès d'un colloque repose pour beaucoup sur la qualité, l'engagement, la compétence des organisateurs. Les colloques de l'UQAM ont bénéficié de complicités et de collaborations multiples. Mais, je signale très volontiers le rôle capital joué dans l'organisation des colloques de l'UQAM par deux collègues en particulier, qui se sont impliqués dans la très grande majorité des colloques, soit Yves Bélanger, du département de Science politique et, encore plus, Robert Comeau, récemment retraité du département d'Histoire. Leur dynamisme et leurs efforts, comme ceux d'autres collègues, méritent reconnaissance ; ils peuvent tirer une très grande fierté d'un succès auquel ils ont contribué sans compter ; pour ma part, je m'incline volontiers devant leur apport.

TABLEAU I : Les « Colloques de l'UQAM sur les leaders politiques du Québec contemporain » (1987-2002)

Dates	Thèmes	Responsables scientifiques	Publication
1987 (1 au 3 mai)	Georges-Émile Lapalme	Jean-François Léonard	Sous la direction de Jean-François Léonard, <i>Georges-Émile Lapalme</i> , Sillery, Presses de l'Université du Québec, 1988. LAPALME, Georges-Émile, <i>Pour une politique. Le programme de la Révolution tranquille</i> , Montréal, VLB Éditeur, 1988.
1988 (14-16 avril)	Jean Lesage	Robert Comeau	Sous la direction de Robert Comeau, <i>Jean Lesage et l'éveil d'une nation</i> , Sillery, Presses de l'Université du Québec, 1989.
1989 (17-19 mars)	André Laurendeau	Robert Comeau	Sous la direction de Robert Comeau et Lucille Beaudry, <i>André Laurendeau. Un intellectuel d'ici</i> , Sillery, Presses de l'Université du Québec, 1990. LAURENDEAU, André, <i>Journal tenu pendant la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme</i> , Montréal, VLB/Septentrion, 1990.
1990 (23-25 mars)	Daniel Johnson	Robert Comeau	Sous la direction de Robert Comeau, Michel Lévesque et Yves Bélanger, <i>Daniel Johnson. Rêve d'égalité et projet d'indépendance</i> , Sillery, Presses de l'Université du Québec, 1991. JOHNSON, Daniel, <i>Égalité ou indépendance</i> , Montréal, VLB Éditeur, 1990.
1991 (22-24 mars)	René Lévesque	Yves Bélanger	Sous la direction d'Yves Bélanger et Michel Lévesque, <i>René Lévesque. L'homme, la nation, la démocratie</i> , Sillery, Presses de l'Université du Québec, 1992. LÉVESQUE, René, <i>Textes et entrevues 1960-1987</i> . Textes colligés par Michel Lévesque en collaboration avec Rachel Casabon, Sillery, Presses de l'Université du Québec, 1991.

suite page suivante

Dates	Thèmes	Responsables scientifiques	Publication
1992 (20-22 mars)	Thérèse Casgrain	Anita Caron	Sous la direction d'Anita Caron et Lorraine Archambault, <i>Thérèse Casgrain. Une femme tenace et engagée</i> , Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 1993.
1994 (18-20 mars)	Hydro-Québec (1944-1994) et la société québécoise : les grands enjeux	Yves Bélanger et Robert Comeau	Sous la direction d'Yves Bélanger et Robert Comeau, <i>Hydro-Québec. Autres temps, autres enjeux</i> , Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 1995.
1995 (23-25 mars)	Le Devoir : un journal indépendant (1910-1995)	Robert Comeau	Sous la direction de Robert Comeau et Luc Desrochers, <i>Le Devoir. Un journal indépendant 1910-1995</i> , Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 1996.
1996 (15-17 mars)	Le Mouvement Desjardins	Benoît Lévesque	Sous la direction de Benoît Lévesque, <i>Desjardins. Une entreprise et un mouvement</i> , Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 1997.
1997 (21-23 mars)	La CSN	Yves Bélanger et Robert Comeau	Sous la direction d'Yves Bélanger et Robert Comeau, <i>La CSN : 75 ans d'action syndicale et sociale</i> , Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 1998.
1998 (20-21 mars)	La Communauté urbaine de Montréal	Yves Bélanger	Sous la direction d'Yves Bélanger, Robert Comeau, François Desrochers et Céline Métivier, <i>La CUM et la région métropolitaine. L'avenir d'une communauté</i> , Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 1998.
2000 (30 mars-1 avril)	La Révolution tranquille : 40 ans plus tard	Yves Bélanger et Robert Comeau	Sous la direction d'Yves Bélanger, Robert Comeau et Céline Métivier, <i>La Révolution tranquille 40 ans plus tard : un bilan</i> , Montréal, VLB Éditeur, 2000.
2001 (22-24 mars)	La FTQ	Yves Bélanger et Robert Comeau	Sous la direction d'Yves Bélanger, Robert Comeau et Céline Métivier, <i>La FTQ, ses syndicats et la société québécoise</i> , Montréal, Comeau & Nadeau, 2001.
2002 (21-23 mars)	Robert Bourassa. Un bâtisseur tranquille (colloque conjoint UQAM-Concordia)	Robert Comeau (UQAM) et Guy Lachapelle (Concordia)	Sous la direction de Guy Lachapelle, Robert Comeau et Valéry Colas, <i>Robert Bourassa, un bâtisseur tranquille</i> , Québec, Presses de l'Université Laval, 2003.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. La question s'est posée et a souvent resurgi en ma présence, de savoir pourquoi la série n'avait pas d'abord accueilli Maurice Duplessis. À cette question, ma réponse fut toujours la même : en dépit du fait qu'une analyse plus attentive des années 1930-1960 par plusieurs chercheurs peut suggérer que le règne de Duplessis contribua à certains égards à la modernisation du Québec, son chef exerça aussi une action de freinage et de blocage sur l'évolution de la société québécoise et il ne peut être présenté, quant à l'essentiel, comme parangon de la modernité économique, sociale, politique et culturelle.
2. Les citations qui suivent proviennent du dépliant publié en janvier 1986 par l'UQAM et intitulé *Université du Québec à Montréal : Colloques sur les leaders politiques du Québec 1987, 1988, 1989, 1990* (un feuillet imprimé recto et verso).
3. Communiqué de presse émis le 25 novembre 1983 par le Service d'information et de relations publiques de l'UQAM sous le titre « Hydro-Québec, *Le Devoir* et le Mouvement Desjardins feront l'objet des prochains colloques annuels sur les leaders du Québec contemporain », 2 p.
4. Dépliant publié en octobre 1993 par l'UQAM (un feuillet imprimé recto et verso).
5. Les éléments se définissent comme suit : « l'environnement social et économique ; le cadre politique ; l'institution-leader et son organisation interne ; les grands dossiers et les principales réalisations ; l'institution-leader et la place du Québec et du Canada dans le monde ; l'image de l'institution-leader dans la collectivité et les médias », dépliant cité en note 4.